Industrie Canada Industry Canada

Canada

www.ic.gc.ca/trimestrielPME

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA PETITE ENTREPRISE

VOLUME 13, N° 2, AOÛT 2011

GRANDES *tendances*

- **L'emploi dans le secteur privé a fortement régressé pendant la récession, les petites entreprises[1] étant les plus durement touchées. Bien que l'emploi dans le secteur privé ne se soit pas encore rétabli, les niveaux d'emploi atteignent presque ceux enregistrés avant la récession.**
- **Le nombre d'emplois au Canada s'est accru de 1,4 % au premier trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010.**
- **En décembre 2010, le nombre d'emplacements commerciaux au Canada avait augmenté de 2,0 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance est attribuable à une hausse de 3,8 % du nombre d'entreprises sans salariés. Par contre, on n'a guère observé de croissance dans le nombre d'entreprises employeurs[2] (hausse de 0,1 %).**
- **On comptait 2,6 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2011, en baisse de 0,8 % par rapport au trimestre correspondant de 2010.**
- **Parmi les petites entreprises de fabrication comptant au moins 20 employés, 43 % ont déclaré avoir exercé des activités à l'étranger entre 2007 et 2009.**
- **Le financement par emprunt des entreprises a fortement augmenté entre 2000 et 2008 (hausse de 53 %). En 2010, les prêts exigibles des entreprises s'élevaient à 489 milliards de dollars.**
- **Les groupes d'investisseurs providentiels, auprès desquels une enquête a été réalisée récemment, ont effectué la plupart de leurs investissements en Ontario.**

[1] Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

[2] Une entreprise employeur est un emplacement commercial qui est titulaire d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada.

TENDANCES DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ

pendant et après la récession mondiale

Jusqu'à présent, le Canada a assez bien résisté aux effets de la récession mondiale par rapport aux autres nations développées. Malgré cet élément positif, l'emploi dans le secteur privé[1] ne s'est pas encore rétabli depuis la récession. Cependant, selon les données actuelles sur l'emploi, la reprise économique pourrait enfin voir le jour dans le secteur privé.

On a dégagé les tendances de l'emploi dans le secteur privé avant, durant et après la récession, selon la taille de l'entreprise, à partir des derniers chiffres de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERHT) de Statistique Canada, qui est un recensement commercial des employés salariés non agricoles[2]. Pour illustrer l'effet de la récession sur les niveaux d'emploi, la figure 1 présente les changements dans le nombre d'emplois, selon la taille de l'entreprise, par rapport aux niveaux enregistrés au quatrième trimestre de 2008. Comme on le voit à la figure 1, l'emploi dans le secteur privé a chuté pendant la récession (entre le quatrième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009), quelle que soit la taille de l'entreprise. La figure 1 montre également que les petites entreprises sont celles qui étaient le plus touchées à la fin de la récession. Elles avaient alors perdu 171 000 emplois, ce qui représente 40 % de l'ensemble des emplois perdus, comparativement à 156 000 emplois pour les grandes entreprises (37 % du total d'emplois perdus) et 99 000 emplois pour les moyennes entreprises (23 % du total d'emplois perdus).

Après la récession, l'emploi dans les petites entreprises s'est stabilisé, pour ensuite

(*suite à la page 2*)

Sommaire

Création d'emplois 2
Emplacements commerciaux 4
Travail indépendant 5
Participation des PME aux chaînes de valeur mondiales 5
Financement des entreprises 6
L'investissement des groupes d'investisseurs providentiels au Canada 7
Événement récent et activité à venir 8

(*suite de la page 1*)

augmenter de 41 000 emplois entre le troisième trimestre et le quatrième trimestre de 2009 et finalement afficher une perte de 17 000 emplois entre le quatrième trimestre de 2009 et le deuxième trimestre de 2010. Cette légère baisse de l'emploi a toutefois été de courte durée, puisqu'on a observé une progression de l'emploi dans les petites entreprises au cours des deux trimestres suivants, puis une légère baisse au premier trimestre de 2011.

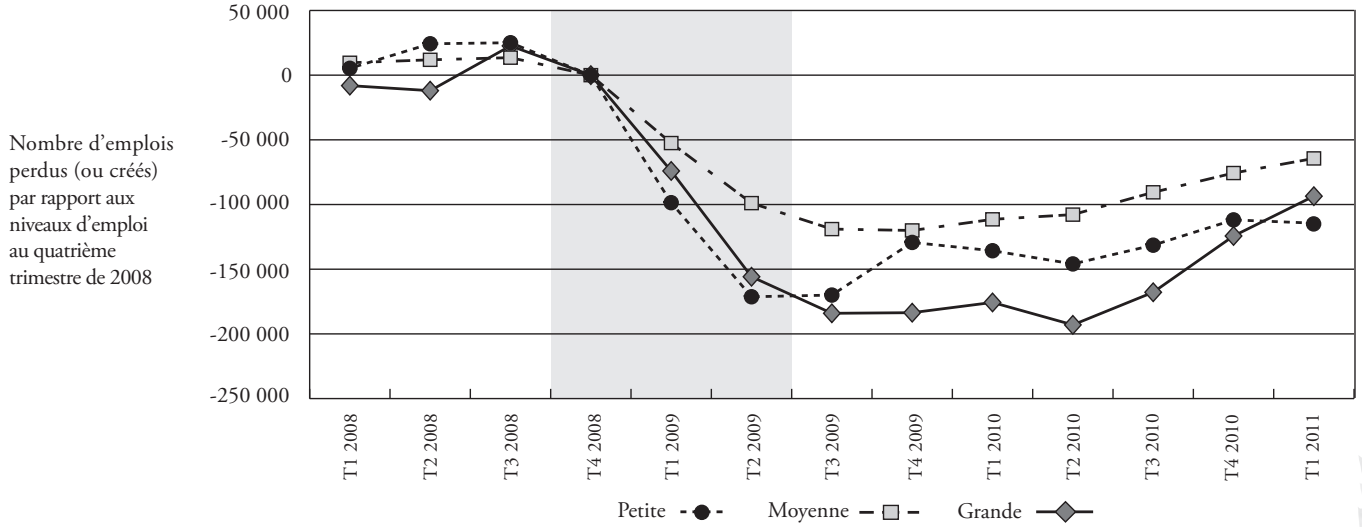
En ce qui concerne les moyennes entreprises, le nombre d'emplois a continué de baisser pendant une courte période après la récession, pour ensuite augmenter de façon constante (56 000 emplois) entre le quatrième trimestre de 2009 et le premier trimestre de 2011. Comme dans les moyennes entreprises, la perte d'emplois dans les grandes entreprises s'est poursuivie après la récession, puis s'est stabilisée. Le nombre d'emplois dans les grandes entreprises s'est accru légèrement avant de diminuer à nouveau au deuxième trimestre de 2010. Toutefois, au cours des trois trimestres suivants, l'emploi dans les grandes entreprises a connu une croissance solide et soutenue (99 000 emplois).

Dans l'ensemble, les niveaux d'emploi atteignent presque ceux d'avant la récession, quelle que soit la taille de l'entreprise, ce qui est un signe encourageant pour l'économie canadienne. En outre, l'*Enquête sur les perspectives des entreprises* de 2011 de la Banque du Canada indique que les entreprises s'attendent à une croissance en matière d'emploi, ce qui constitue un autre signe positif de la reprise économique en cette période d'incertitude.

[1] Le secteur privé exclut les trois industries suivantes : administrations publiques, services d'enseignement, et soins de santé et assistance sociale.

[2] L'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada constitue une autre source de données sur l'emploi. Contrairement à l'EERHT, cette enquête est une enquête mensuelle auprès des ménages, dont l'échantillon compte environ 100 000 ménages. Un article paru dans le numéro de novembre 2010 du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* analyse les tendances de l'emploi selon la taille de l'entreprise entre janvier 2008 et août 2010 en utilisant les données de l'*Enquête sur la population active*.

Figure 1 : Variation des niveaux d'emploi dans le secteur privé par rapport au début de la récession de 2008, selon la taille de l'entreprise



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, après désaisonnalisation par Industrie Canada.

CRÉATION *d'emplois*

Au premier trimestre de 2011, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, ont enregistré une hausse de leur niveau d'emploi sur 12 mois. Il en est de même pour toutes les régions du Canada.

Selon l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada, le nombre d'emplois au Canada s'est accru de 190 211 (1,4 %) entre le premier trimestre de

(*suite à la page 3*)

(*suite de la page 2*)

2010 et le trimestre correspondant de 2011 (tableau 1). Au cours de cette période, les petites entreprises ont créé 29 126 emplois, comparativement à 59 966 et 101 117 emplois respectivement pour les moyennes et les grandes entreprises. Cette progression de l'emploi correspond à une hausse de l'emploi de 0,5 %, 3 % et 1,5 % respectivement pour les petites, les moyennes et les grandes entreprises.

Selon la taille de l'entreprise, la contribution des petites entreprises à la création d'emplois sur 12 mois s'élevait à 15,3 %, par rapport à 31,5 % pour les entreprises de taille moyenne et à 53,2 % pour les grandes entreprises.

Le Nunavut a affiché la plus forte progression de l'emploi en pourcentage sur 12 mois (6,3 %), tandis que l'Ontario a enregistré la plus forte hausse du nombre total d'emplois créés (72 405 emplois). Un grand nombre d'emplois a également été créé en Alberta et au Québec (46 368 et 27 419 emplois, respectivement).

Terre-Neuve-et-Labrador est la province qui a affiché la plus forte hausse en pourcentage de l'emploi dans les petites entreprises, soit 2,8 %. Par contre, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique ont enregistré un recul de l'emploi dans les petites entreprises (-0,2 %, -1,4 % et -0,2 %, respectivement).

Tableau 1 : Variation[1] sur 12 mois de l'emploi rémunéré[2], selon la province ou le territoire, premier trimestre de 2011

	Variation		% de la contribution à la variation totale (nombre d'employés)								
Trimestre	**%**	**Emplois**	**0–4**	**5–19**	**20–49**	**50–99**	***0–99***	**100–299**	**300–499**	***100–499***	**500+**
T1 2010	-0,9	-128 775	-2,5	1,8	10,4	11,7	*21,4*	18,8	16,7	*35,4*	43,2
T2 2010	0,2	34 931	43,9	13,3	26,1	20,8	*104,2*	-0,1	-11,3	*-11,4*	7,2
T3 2010	0,9	131 342	-28,4	26,9	16,6	22,8	*37,9*	18,5	10,6	*29,1*	33,0
T4 2010	1,1	158 964	4,3	-5,4	1,7	13,0	*13,6*	24,5	7,5	*31,9*	54,4
T1 2011	1,4	190 211	-9,5	-1,3	14,6	11,6	*15,3*	24,2	7,4	*31,5*	53,2
Province ou territoire			**Taux de croissance (%)**								
Terre-Neuve-et-Labrador	3,0	5 489	-2,6	2,8	1,2	12,4	*2,8*	8,8	11,3	*9,4*	2,0
Île-du-Prince-Édouard	2,3	1 308	-5,0	1,6	4,0	1,4	*1,2*	-6,0	-8,1	*-6,7*	5,2
Nouvelle-Écosse	1,6	6 107	-3,7	-0,6	2,2	0,4	*-0,2*	1,1	1,4	*1,2*	2,9
Nouveau-Brunswick	0,7	1 957	-4,2	-1,3	2,8	-4,8	*-1,4*	1,3	10,3	*3,8*	1,4
Québec	0,9	27 419	-3,8	-0,8	1,8	1,5	*0,0*	2,8	4,5	*3,2*	0,9
Ontario	1,3	72 405	-1,0	0,1	2,0	1,8	*0,8*	3,5	1,0	*2,8*	1,3
Manitoba	1,1	5 948	-1,0	0,7	1,1	2,4	*0,9*	6,8	-8,9	*2,1*	1,0
Saskatchewan	1,9	8 104	-0,2	1,5	1,8	2,1	*1,4*	5,9	8,7	*6,7*	1,0
Alberta	2,8	46 368	-1,6	0,6	2,5	6,2	*1,7*	6,1	5,3	*5,9*	2,7
Colombie-Britannique	0,7	13 417	-1,2	-0,8	1,1	0,4	*-0,2*	-0,7	0,2	*-0,4*	2,1
Yukon[3]	2,0	362	2,7	6,6	21,3	-4,4	*8,0*	-9,6	—	*-9,6*	—
Territoires du Nord-Ouest[3]	2,6	696	-7,4	-1,8	8,7	-13,5	*-2,0*	1,2	—	*1,2*	—
Nunavut[3]	6,3	632	0,8	-1,0	3,0	13,9	*5,4*	-21,0	—	*-21,0*	—
Total pour le Canada	**1,4**	**190 211**	**-1,9**	**-0,1**	**1,9**	**2,0**	***0,5***	**3,2**	**2,4**	***3,0***	**1,5**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, données non désaisonnalisées, juillet 2011.

[1] La variation sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et celui enregistré au trimestre correspondant de l'année précédente.

[2] Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services aux ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

[3] Les données pour les entreprises comptant 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées pour des raisons de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux pour la catégorie de la taille et le territoire.

EMPLACEMENTS *commerciaux*

D'après les données du *Registre des entreprises* de Statistique Canada, on comptait 2 428 270 emplacements commerciaux[1] au Canada à la fin de 2010 (tableau 2), soit une hausse sur 12 mois de 2,0 %. Cette hausse fait suite à une croissance annuelle de 2,8 % entre 2008 et 2009; toutefois, contrairement à la croissance de 2008-2009, qui était principalement attribuable à une augmentation du nombre d'entreprises employeurs, la croissance de 2009-2010 a été en grande partie générée par une hausse du nombre d'entreprises qui ne comptaient aucun employé (catégorie « Indéterminé »[2]), dont le nombre s'est accru de 47 392 (3,8 %).

Tableau 2 : Emplacements commerciaux, selon le nombre d'employés et la province ou le territoire, décembre 2010

					Nombre d'employés							
Province ou territoire	**Total**	**Entreprises sans salariés (Indéterminé[1])**	**Entreprises employeurs[2]**	**Variation sur 12 mois des entreprises employeurs (%) (2009-2010)**	**1–4**	**5–9**	**10–19**	**20–49**	**50–99**	**1–99**	**100–499**	**500+**
Terre-Neuve-et-Labrador	26 351	8 494	17 857	-0,3	9 697	4 048	2 158	1 309	347	17 559	255	43
Île-du-Prince-Édouard	10 505	4 347	6 158	0,4	3 094	1 477	829	508	151	6 059	86	13
Nouvelle-Écosse	55 078	23 490	31 588	0,1	17 150	6 694	3 806	2 557	750	30 957	554	77
Nouveau-Brunswick	42 907	16 190	26 717	0,4	14 444	5 662	3 379	2 101	641	26 227	432	58
Québec	496 463	249 028	247 435	0,0	125 641	55 587	32 718	21 930	6 834	242 710	4 128	597
Ontario	901 190	504 232	396 958	0,6	219 425	77 557	47 799	32 356	10 849	387 986	7 878	1 094
Manitoba	78 400	41 288	37 112	0,8	18 525	8 070	5 111	3 462	1 107	36 275	723	114
Saskatchewan	96 548	56 778	39 770	0,9	21 793	8 341	5 033	3 121	868	39 156	547	67
Alberta	344 135	188 815	155 320	-1,2	91 328	28 308	17 792	11 342	3 729	152 499	2 481	340
Colombie-Britannique	370 262	194 349	175 913	-0,1	99 322	35 518	21 240	13 108	3 982	173 170	2 445	298
Yukon	2 985	1 294	1 691	3,4	848	403	225	144	36	1 656	33	2
Territoires du Nord-Ouest	2 606	981	1 625	-2,7	553	385	329	236	74	1 577	45	3
Nunavut	840	223	617	1,3	148	139	135	118	52	592	23	2
Total – Canada	**2 428 270**	**1 289 509**	**1 138 761**	**0,1**	**621 968**	**232 189**	**140 554**	**92 292**	**29 420**	**1 116 423**	**19 630**	**2 708**
Proportion d'entreprises employeurs[2]		**Décembre 2010**			**54,6 %**	**20,4 %**	**12,3 %**	**8,1 %**	**2,6 %**	**98,0 %**	**1,8 %**	**0,2 %**
		Décembre 2009			**54,4 %**	**20,5 %**	**12,4 %**	**8,1 %**	**2,6 %**	**98,0 %**	**1,8 %**	**0,2 %**

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010.

[1] La catégorie « Indéterminé » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

[2] Une entreprise employeur est un emplacement commercial qui a un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada.

Par contre, le nombre d'entreprises employeurs a très peu augmenté, soit de 1 080 à peine (0,1 %) au cours de l'exercice écoulé. La répartition de ces entreprises selon leur taille n'a pratiquement pas changé entre 2009 et 2010. Les petites, moyennes et grandes entreprises représentaient encore respectivement 98,0 %, 1,8 % et 0,2 % des entreprises employeurs à la fin de 2010.

En 2010, chaque province et territoire, à l'exception du Nunavut, a enregistré une hausse annuelle du nombre d'entreprises dans la catégorie « Indéterminé ». Le Québec à lui seul a enregistré une hausse de 22 060 (9,7 %), soit la plus forte progression, et de loin, dans cette catégorie parmi les régions. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré pour leur part une hausse de 9 964 (2,0 %) et de 7 808 (4,2 %) respectivement dans la catégorie « Indéterminé ».

Comme à l'échelle nationale, l'augmentation par région du nombre d'entreprises employeurs entre 2009 et 2010 était faible.

(*suite à la page 5*)

(*suite de la page 4*)

On a observé quelques changements dignes de mention : le nombre d'entreprises employeurs a augmenté de 2 275 (0,6 %) en Ontario, alors qu'il a baissé de 1 851 (-1,2 %) en Alberta. Dans les deux provinces, la plupart des changements se sont produits dans les entreprises comptant de 1 à 4 employés.

[1] Pour qu'un emplacement commercial soit compté dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, il faut que l'entreprise à laquelle il appartient réponde à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (retenues sur la paie remises à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 $ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Plusieurs emplacements commerciaux peuvent appartenir à la même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un emplacement commercial.

[2] La catégorie « Indéterminé » comprend les entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. La main-d'œuvre de ces entreprises peut être constituée de travailleurs contractuels, de membres de la famille et des propriétaires.

TRAVAIL *indépendant*

Au premier trimestre de 2011, on a assisté à une légère baisse des niveaux de travail indépendant sur 12 mois. La catégorie « 30 ans et plus » représentait une proportion excessivement élevée des travailleurs indépendants.

Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada a baissé, passant de 2 656 800 au premier trimestre de 2010 à 2 634 600 au premier trimestre de 2011, soit un recul de 0,8 % (tableau 3). Par contre, le nombre de salariés a augmenté de 2,5 % au cours de la même période, passant de 13 939 600 à 14 282 800.

Selon le groupe d'âge, la plus forte baisse dans le travail indépendant s'est produite parmi les travailleurs de 15 à 24 ans (-7,6 %), suivis de ceux de 30 à 54 ans (-2,4 %). En comparaison, le nombre de travailleurs indépendants de 25 à 29 ans s'est accru de 6,9 % et celui des travailleurs indépendants de plus de 55 ans, de 1,7 %.

Les travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée ont enregistré la plus forte baisse, soit 5 %. Le nombre de travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société sans aide rémunérée et le nombre de travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société sans aide rémunérée ont également diminué (-2 % dans les deux catégories).

(*suite à la page 6*)

PARTICIPATION DES PME *aux chaînes de valeur mondiales*

La réalité de nombreuses entreprises a changé au Canada par suite de l'évolution récente du paysage économique mondial. En effet, leurs activités à l'étranger ne se limitent plus aux exportations traditionnelles. De plus en plus d'entreprises participent aux chaînes de valeur mondiales (CVM) grâce à des activités comme l'externalisation à des tiers, la localisation de parties des chaînes d'approvisionnement des entreprises à l'extérieur de leur pays d'origine (délocalisation) et le partenariat avec d'autres entreprises grâce à des alliances stratégiques et à des co-entreprises.

Selon l'*Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise* de 2009 de Statistique Canada, la moitié des entreprises de fabrication sondées exerçaient des activités commerciales à l'étranger entre 2007 et 2009. Par ailleurs, 10 % de ces entreprises externalisaient dans un autre pays leurs activités commerciales en les confiant en sous-traitance à d'autres entreprises, et 5 % délocalisaient à l'étranger leurs activités commerciales (réalisées malgré tout au sein de l'entreprise).

Selon la taille de l'entreprise, 49 % des petites entreprises de fabrication (comptant au moins 20 employés) et 71 % des entreprises de fabrication de taille moyenne (comptant entre 100 et 250 employés) exportaient ou essayaient d'exporter des produits et services. De plus, 43 % des petites entreprises de fabrication ont déclaré exercer des activités commerciales à l'étranger, comparativement à 60 % des entreprises de fabrication de taille moyenne. Les petites et moyennes entreprises de fabrication avaient plus tendance à externaliser leurs activités commerciales (8 % et 16 %, respectivement) qu'à délocaliser leurs activités dans un autre pays (3 % et 9 %, respectivement). Ces constatations semblent indiquer que, pour les petites et moyennes entreprises de fabrication, l'externalisation est une solution de rechange moins coûteuse que la délocalisation.

Le rapport intitulé *Les petites entreprises exportatrices canadiennes* décrit en détail la participation des petites et moyennes entreprises aux CVM. Ce rapport renferme également de l'information sur les exportations selon la taille de l'entreprise, l'industrie, la destination, la province et les produits exportés, ainsi que sur les activités de financement des PME exportatrices. Pour consulter ce rapport, visitez le site www.ic.gc.ca/eic/site/sbrp-rppe.nsf/fra/h_rd02587.html.

(*suite de la page 5*)

Par contre, le nombre de travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société avec aide rémunérée et le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés ont augmenté de 4,6 % et de 9,1 %, respectivement.

La majorité des travailleurs indépendants avaient entre 30 et 54 ans (60 %), suivis de ceux de plus de 55 ans (31 %). Les travailleurs de 30 ans et plus représentaient donc 91 % des travailleurs indépendants, mais 75,6 % de l'ensemble des employés. Par conséquent, seuls 9 % des travailleurs indépendants avaient moins de 30 ans, mais ce groupe d'âge représentait 24,4 % de l'ensemble des employés. Ces chiffres reflètent plus que le simple vieillissement de la population canadienne dans son ensemble. Le fait que la part de travailleurs indépendants augmente avec l'âge donne à penser que le travail indépendant sert peut-être de transition avant le départ à la retraite.

*Tableau 3 : Travailleurs indépendants selon l'âge, premier trimestre de 2010 et premier trimestre de 2011**

	Employés				Travailleurs indépendants				Entreprise constituée en société				Non constituée en société				Travailleurs familiaux non rémunérés	
									Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée			
	2010	2011	Variation	Proportion en 2011	2010	2011	Variation	Proportion en 2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Âge	(milliers)		(%)	(%)	(milliers)		(%)	(%)	(milliers)									
15 ans et plus	13 940	14 283	2,5	100,0	2 657	2 635	-0,8	100,0	583	610	500	489	224	213	1 332	1 303	18	19
15–24 ans	2 208	2 228	0,9	15,6	84	78	-7,6	3,0	3	2	11	6	2	4	64	61	5	5
25–29 ans	1 643	1 658	0,9	11,6	150	160	6,9	6,1	18	24	29	30	12	10	89	96	0	0
30–54 ans	8 071	8 214	1,8	57,5	1 618	1 578	-2,4	59,9	391	403	319	298	143	135	759	735	6	7
55 ans et plus	2 017	2 183	8,2	15,3	805	818	1,7	31,0	171	182	140	155	67	65	421	411	5	6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2010 et 2011.
* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.

FINANCEMENT *des entreprises*

Tendances des prêts aux entreprises au Canada

Selon des données récemment diffusées par Statistique Canada, les prêts aux entreprises au Canada, qui correspondent à la valeur totale en dollars du financement par emprunt des entreprises, ont fort augmenté depuis 2000 et ont atteint leur plus haut niveau en 2008.

L'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, réalisée par Statistique Canada en partenariat avec Industrie Canada, suit les prêts commerciaux accordés aux petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes et porte sur des produits ayant trait au financement par emprunt à terme fixe et aux fonds d'exploitation. Les grandes catégories de bailleurs de fonds représentées dans l'enquête comprennent notamment les banques canadiennes, les banques étrangères, les coopératives d'épargne et de crédit, les caisses populaires, les sociétés de financement (y compris certaines sociétés d'État), les gestionnaires de portefeuille, les fonds financiers et les compagnies d'assurance.

Selon des données publiées récemment, le financement par emprunt des entreprises a fortement augmenté entre 2000 et 2008, passant de 348 milliards à 534 milliards de dollars

(*suite à la page 7*)

(*suite de la page 6*)

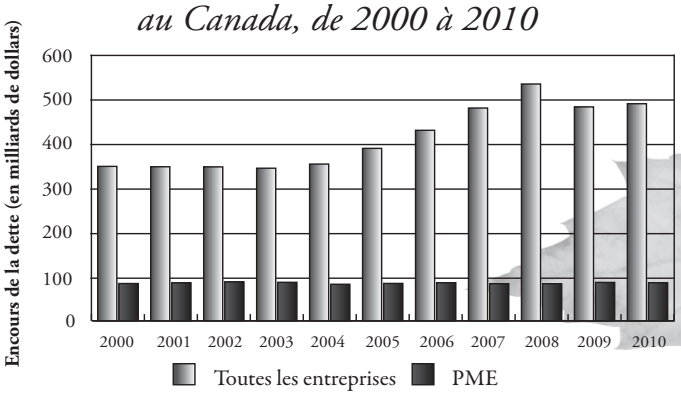
(hausse de 53 %). En 2010, les prêts exigibles des entreprises s'élevaient à 489 milliards de dollars.

Les résultats de l'enquête ont également mis au jour la baisse du financement par emprunt des entreprises survenue en 2009, après la récession économique. Comme on le voit à la figure 2, les prêts exigibles des entreprises ont chuté de près de 10 % entre 2008 et 2009. On a observé un léger revirement en 2010, quand les soldes impayés ont augmenté d'environ 1,5 %. Les soldes impayés des petites et moyennes entreprises (PME) sont demeurés relativement stables entre 2000 et 2010, affichant une légère hausse (3,7 %) en 2009.

Bien qu'on ne le voie pas à la figure 2, le resserrement des marchés du crédit s'est surtout fait sentir dans le segment d'exploitation du marché, où les soldes impayés ont chuté de 27 % en 2009, par rapport à une baisse de 2,1 % dans le segment du produit à terme fixe. Les entreprises de l'Ontario et de l'Alberta sont celles qui ont le plus ressenti les effets de la crise et de la récession (avec des soldes impayés baissant de 13 % et de 12 %, respectivement), tandis que celles du Québec les ont ressentis le moins (baisse de 2 %).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* et avoir accès aux données de l'enquête, consultez le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME (www.pme-prf.gc.ca/enquetes).

Figure 2 : Financement par emprunt des entreprises au Canada, de 2000 à 2010



Source : Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, de 2000 à 2010; et Industrie Canada.

Note : Les données de 2000 à 2007 ont été recalculées pour assurer leur comparabilité avec les chiffres de 2008 à 2010, par suite d'un changement dans la méthode d'enquête.

L'INVESTISSEMENT DES GROUPES D'INVESTISSEURS PROVIDENTIELS *au Canada*

Bien que les investisseurs providentiels représentent une source importante de capital de risque et d'aide pour les entreprises en démarrage et en début de croissance, le fait qu'ils aient investi de façon informelle par le passé a rendu la mesure de leur activité difficile. Toutefois, l'apparition récente d'un marché de l'investissement providentiel de plus en plus organisé, où des groupes d'investisseurs providentiels formels occupent une place de plus en plus importante, a permis de mesurer avec précision au moins un segment du marché. Devant cette réalité, la National Angel Capital Organization (NACO) du Canada a réalisé une étude intitulée *Investment Activity by Canadian Angel Groups: 2010 Report*. Dans le cadre de cette étude financée en partie par Industrie Canada, des membres de groupes d'investisseurs providentiels de la NACO ont fait l'objet d'un sondage portant entre autres sur les caractéristiques du groupe et l'activité d'investissement, dans le but de dégager les principales particularités de ce segment.

L'étude a révélé que la majorité des groupes sondés avaient été créés au cours des trois dernières années, ce qui s'explique en partie par le fait que divers programmes gouvernementaux ont été lancés récemment en vue de stimuler l'activité du réseau d'investisseurs providentiels. La grande majorité (90 %) des investissements signalés étaient nouveaux, et non des réinvestissements, et la plupart d'entre eux avaient été effectués en Ontario (61 %). Les montants investis par transaction variaient généralement entre 100 000 $ et 999 000 $. Les investisseurs providentiels ont investi dans un large éventail d'industries, l'accent étant surtout mis sur la technologie. Les plus grandes concentrations d'investissements ont été enregistrées dans le secteur de la technologie de l'information et des communications (43 %), suivi des secteurs des sciences de la vie (18 %) et des technologies propres (16 %).

Pour consulter le rapport, visitez le site Web de la National Angel Capital Organization à l'adresse www.angelinvestor.ca/.

ÉVÉNEMENT *récent*

RAPPORT DE L'OCDE : *Panorama de l'entrepreneuriat, 2010*

En juin 2011, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a diffusé un rapport intitulé *Panorama de l'entrepreneuriat, 2010*. Le rapport, qui fournit des indicateurs de l'entrepreneuriat recueillis par le Programme d'indicateurs de l'entrepreneuriat OCDE-Eurostat, est une version plus détaillée de la publication antérieure intitulée *Measuring Entrepreneurship, A Collection of Indicators*. La Direction générale de la petite entreprise d'Industrie Canada a participé activement à l'élaboration de ces indicateurs et a contribué à ces deux publications. Cette nouvelle publication présente des données uniformes sur les démarrages d'entreprise, la survie des entreprises et les entreprises à forte croissance, y compris les gazelles (jeunes entreprises à forte croissance).

Par ailleurs, le rapport contient des indicateurs sur des déterminants de l'entrepreneuriat dans les domaines de l'accès aux finances, du cadre de réglementation et de la culture. Enfin, des sections spéciales sur l'entrepreneuriat au féminin et l'entrepreneuriat immigrant ont été ajoutées. Cette année, un nombre record de 25 pays ont été inclus dans le rapport. On peut consulter le document à l'adresse www.ocde.org.

ACTIVITÉ *à venir*

SEMAINE DE LA PME *2011*

Lancée en 1981 par la Banque de développement du Canada, la *Semaine annuelle de la PME* rend hommage aux entrepreneurs du Canada. L'événement offre aux entrepreneurs la possibilité de partager des histoires de réussite, d'échanger des idées et d'établir des liens avec d'éminents spécialistes en affaires. Cette année, les activités se dérouleront dans tout le pays, du 16 au 22 octobre, sous le thème « Propulsez votre entreprise. Investissez. Innovez. Développez ».

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez le site www.bdc.ca/FR/a_propos/evenements-commandites/semaine_la_pme/Pages/spme.aspx.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise
Direction générale de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner ou modifier l'information de votre abonnement antérieur, faites votre demande à l'adresse www. ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Andrea Pierce
Courriel : andrea.pierce@ic.gc.ca
Direction générale de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-957-7903
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.ic.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc.pwgsc.gc.ca

N° de cat. C12-18/13-2F-PDF

ISSN 1493-6658

60929